

PERSPECTIVES



Quels chemins mènent au bonheur ?

Un voyage à travers différents concepts du bonheur et pourquoi « plus » n'est pas toujours mieux.

Paradis en péril

P. 6-7

Le bonheur est constitutionnel

P. 16-17



PAIN POUR LE PROCHAIN

Chère lectrice, cher lecteur,

Noël, c'est pour bientôt et il n'est pas de moment qui nous renvoie autant à une question cruciale : au fond, qu'est-ce qui nous rend heureux ?

En Occident, la notion qui s'est imposée durant le dernier siècle fait de la croissance économique, du bien-être matériel et de la liberté individuelle la mesure de tout bonheur. C'est oublier que le bonheur a aussi des dimensions sociales et écologiques, ce qui ne va pas sans son lot de conséquences, de plus en plus visibles : le nombre de personnes seules et au bout du rouleau ne cesse de croître, les ressources naturelles sont pillées et le changement climatique s'aggrave de jour en jour.

L'heure est donc venue de porter un regard sur le bonheur dans lequel le sort de mes semblables et de l'environnement compte autant que le mien. C'est sur ce principe que repose notre option pour une transformation radicale de notre société. C'est aussi sur lui que se fonde notre engagement en faveur de la responsabilité sociale des entreprises et de la justice climatique. Le bonheur vécu aux dépens des autres ne saurait en effet être qu'éphémère.



Bernard DuPasquier
Directeur de *Pain pour le prochain*

	Politique
5	Les opposants jouent la montre
	Indonésie
6	Paradis en péril
	En transition
9	Les écolos anonymes
	Dossier
10	Le bonheur n'est pas un produit de consommation
15	La place du bonheur dans un monde en danger
18	Dix clés pour tendre vers le bonheur

Impressum

Publication Pain pour le prochain, 2019
 Rédactrice en chef Pascale Schnyder (pst)
 Rédaction Daniel Tillmanns (dt), Lorenz Kummer (LK)
 Mise en page et réalisation Crafft AG, Zurich
 Travail sur les photos Schellenberg Druck AG
 Impression Druckerei Kyburz AG
 Relecture A.-L. Jaccaud
 Tirages 30 000 DE / 7800 FR
 Paraît quatre fois par an Prix CHF 5.- par donateur / donatrice sont utilisés pour l'abonnement Contact Pain pour le prochain, ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17



Le 20 septembre, environ 250 personnes ont gravi le glacier du Pizol, victime du changement climatique, pour commémorer sa mort.

Un automne chaud pour le climat

Cérémonie en mémoire du glacier du Pizol (SG), grande manifestation à Berne et campagne en ligne pour la justice climatique : l'agenda climatique a marqué l'automne 2019. *Pain pour le prochain* était partout sur la brèche pour rappeler l'urgence d'adopter des mesures contre le réchauffement.

L'Accord de Paris signé en 2015 par la Suisse exige que l'augmentation moyenne de la température reste bien en dessous de la limite de deux degrés. Or, la politique climatique menée jusqu'ici par la Suisse l'empêche d'atteindre cet objectif.

Une bonne raison pour que *Pain pour le prochain* s'engage en Suisse aussi dans la lutte contre le réchauffement, en faisant partie par exemple de l'Alliance climatique, réseau de plus de 80 organisations qui revendique une

politique climatique ambitieuse, équitable et durable. Cette coalition a organisé la manifestation nationale du 28 septembre durant laquelle 100 000 personnes ont défilé pacifiquement à Berne pour demander à la Suisse de prendre enfin ses responsabilités. *Pain pour le prochain* est également descendue dans la rue et a mis des bénévoles au service du bon déroulement de la manifestation.

Pain pour le prochain a aussi mené sa propre campagne pour inviter le monde poli-

tique à s'engager pour la justice climatique. Avant les élections d'octobre, les internautes pouvaient inviter leurs candidates et candidats à prendre position sur le sujet. Cette campagne de hashtag a motivé des membres du PBD, des Vert'libéraux, des Verts et du PS à adhérer au principe de justice climatique.

En troisième lieu, *Pain pour le prochain* est active sur le front de l'initiative pour les glaciers, qui demande au gouvernement suisse d'adopter enfin des mesures permettant d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Il a suffi de cinq mois pour récolter plus de 120 000 signatures, lors d'une campagne soutenue par *Pain pour le prochain*. En outre, une cérémonie a été organisée le 22 septembre en mémoire du glacier du Pizol : 250 personnes se sont donné rendez-vous à 2500 m d'altitude, sur les restes du glacier, pour un dernier adieu. Cette cérémonie a eu un impact médiatique énorme dans le monde entier, ayant même les honneurs de la télévision japonaise.

Justice climatique

Les changements climatiques frappent le plus violemment les personnes qui en sont le moins responsables : les plus pauvres de ce monde. Nos partenaires en Indonésie, au Honduras ou encore en Afrique occidentale nous alertent sur la menace qu'ils font peser sur les moyens de subsistance au Sud. Ils doivent ainsi lutter contre la sécheresse, contre les inondations et contre la montée du niveau de la mer. C'est une lutte pour la survie, contre les changements climatiques que nous avons provoqué.

C'est dire si nous portons en Suisse une part de responsabilité, tant comme citoyenne ou citoyen que comme État. — *Mischa von Arb*



Grâce à votre don, nous continuerons à travailler pour la justice climatique. CCP-10-26487-1

97%

des climatologues du monde entier sont convaincus que l'homme est la cause principale du réchauffement climatique.

Source : Klimafakten.de

Industrie I.T.

Produits toxiques

L'organisation partenaire de *Pain pour le prochain*, Electronics Watch (EW), rapporte que l'industrie informatique utilise encore de nombreux produits chimiques dangereux pour la santé. Grâce au travail d'EW, un important fournisseur indonésien de Samsung a maintenant interdit une substance particulièrement toxique sur les chaînes de montage. Mais d'autres mesures s'imposent pour que les employés puissent parler ouvertement de leurs préoccupations en matière de santé et de sécurité et exercer leur droit de réunion sans crainte de sanctions. EW s'y engage. www.electronicswatch.org



« Là où vos talents et les besoins du monde se rencontrent, là se trouve votre vocation. »

Aristote



Climat

Paroisses engagées

La crise climatique n'avait jamais fédéré autant de monde dans les rues de Suisse. Le 28 septembre, 100 000 personnes ont défilé à Berne pour demander une politique climatique efficace et équitable. Plus de 150 paroisses se sont mobilisées. Certaines ont sonné les cloches à 14h30 et d'autres ont arrêté leur horloge à midi moins 5.

Formation

Groupes de jeûneurs

Samedi 8 février 2020 – Lausanne

Formation approfondie d'accompagnement des semaines de jeûne en carême

Vous avez déjà de l'expérience dans le jeûne et aimeriez coordonner un groupe dans votre région ? Pour la première année, notre coordinatrice animera une journée de formation approfondie afin de vous donner toutes les clés pour réussir au mieux votre semaine de jeûne. Inscription et renseignements : Katrin Fabbri, 079 332 38 09, jeuner@voir-et-agir.ch



Bonne nouvelle

Moins d'accaparement

Les concessions foncières pour les plantations de palmiers à huile en Afrique ont diminué au cours des cinq dernières années, passant de 4,7 à 2,7 millions d'hectares de terres. C'est le résultat d'une étude menée par l'organisation GRAIN, partenaire de *Pain pour le prochain*. Le rapport montre également que seulement 10 % de cette superficie a été effectivement plantée en palmiers à huile. Selon GRAIN, cette évolution positive est due en partie à la résistance croissante des communautés villageoises à proximité des plantations. L'étude a démontré que l'expansion des plantations industrielles n'est pas seulement préjudiciable à l'environnement et au climat, mais qu'elle a généralement aussi de graves conséquences pour les populations locales. Compte tenu de cette résistance et des conflits fonciers croissants, les investissements dans ce secteur semblent diminuer.



Les opposants jouent la montre

Les adversaires à l'initiative pour des multinationales responsables usent de tous les subterfuges pour éviter la discussion sur le contre-projet à l'initiative.

Initiative multinationales responsables

Depuis le dépôt de l'initiative pour des multinationales responsables il y a trois ans, le Parlement débat de l'opportunité d'adopter une contre-proposition au niveau législatif. Le Conseil national a voté à deux reprises en faveur d'une contre-proposition laquelle a été rejetée au printemps 2019 par le Conseil des États. Celui-ci a reporté un autre débat en septembre prétextant qu'il avait besoin de plus de temps pour examiner la proposition avancée par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter.

Le 26 septembre, le Conseil des États devait discuter du contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Pourtant, suite à une motion de Ruedi Noser, un PLR zurichois très proche d'Economiesuisse, une majorité des sénateurs a décidé de repousser la discussion. Qu'est-ce qui se cache derrière ce report ?

Certains conseillers aux États ont affirmé qu'ils avaient besoin de plus de temps pour discuter des propositions sur la table, notamment celle d'un reporting non financier avancé par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Cet argument est peu crédible. En effet depuis plus de deux ans ce ne sont pas moins de 19 séances que le Parlement a consacré à cette discussion autour d'un contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Quant à la proposition de Karin Keller-Sutter, elle avait été avancée en 2014 déjà.

Temporiser avant les élections

Pour les analystes, la motion de Ruedi Noser visait plutôt deux objectifs. Premièrement éviter un débat sur les entreprises et les droits humains avant les élections fédérales, certains sénateurs ne souhaitant pas afficher publiquement qu'ils défendent les intérêts de multinationales comme Glencore en s'opposant à toute réglementation. Deuxièmement, la motion visait à faire échouer le compromis qui était sur la table. Le 26 septembre, les sénateurs devaient discuter d'une modification du droit civil qui obligerait les entreprises à adopter une politique de droit humains et qui permettrait aux victimes d'obtenir des dédommagements

en Suisse. Par rapport à l'initiative, le texte contient des modifications importantes : il a diminué le nombre d'entreprises concernées ; il a limité la responsabilité civile aux filiales juridiques ainsi qu'aux atteintes à la vie, à l'intégrité corporelle et à la propriété. Et toute procédure civile devrait être précédée d'une conciliation obligatoire. Ce compromis aurait néanmoins permis le retrait de l'initiative, comme l'avait annoncé par lettre officielle le comité d'initiative. Ce texte avait été approuvé par une large majorité du Conseil national (109 : 69), par la majorité de la commission des affaires juridiques du Conseil des États, par la Conférence des Chefs des Départements cantonaux de l'Économie Publique (CDEP) et par de larges secteurs de l'économie, dont Coop, Migros et Manor, mais aussi des organisations telles que la Fédération des entreprises romandes (FER) et le Groupement des Entreprises Multinationales (GEM), etc. Ses chances de succès étaient réelles.

Or, plutôt que de discuter ce texte, certains sénateurs ont préféré examiner la possibilité d'introduire un simple reporting non financier. Qu'est-ce que cela signifie ? Les entreprises seraient obligées de publier des informations quant à leur politique de durabilité, comme cela se fait déjà au sein de l'Union européenne. Une firme qui n'aurait pas de politique de droits humains pourrait affirmer qu'elle n'en a pas et continuer à polluer des rivières ou à émettre des émanations toxiques qui mettent en danger la vie des gens. La plupart des grands groupes suisses, qui sont cotés sur la bourse de Londres, sont déjà soumis à cette loi et ce projet suisse ne changerait pas grand-chose. C'est pourquoi Economiesuisse et Swissholding, qui depuis deux ans défendent le status quo et refusent tout compromis au Parlement, le soutiennent.

— Chantal Peyer



Chantal Peyer est cheffe d'équipe Entreprises et droits humains à *Pain pour le prochain*

Paradis en péril

***Pain pour le prochain* soutient l'organisation partenaire indonésienne Walhi dans sa lutte contre la crise climatique. Un atelier d'élaboration de stratégies d'adaptation comme première étape.**



Répondante locale à l'atelier sur le climat, Ibu Deli parle des inondations croissantes qui dévastent le village et rendent la vie de plus en plus difficile.

« Maman ! Où allons-nous dormir, où allons-nous pouvoir nous laver, me demandent les enfants, saisis d'inquiétude, lorsque notre maison est une fois de plus submergée par l'eau de mer. » Ibu Deli décrit admirablement bien l'angoisse vécue par sa famille lorsque, sous l'influence du vent de l'ouest, le niveau de la mer s'élève jusqu'à inonder les alentours de sa maison et à s'y infiltrer pendant des jours. Cette habitante de l'île indonésienne de Pari participe en tant que personne-ressource locale à l'atelier climat de *Pain pour le prochain* et de Walhi, une organisation nationale qui défend l'environnement et les droits humains.

L'île de Pari, qui fait partie de l'archipel des « Mille-Îles », au large de Jakarta, est protégée du ressac comme les autres îles par une barrière de corail. Or, le réchauffement, avec la montée du niveau de la mer, des vents plus forts et des vagues plus violentes, menace de plus en plus ce paysage insulaire. Environ 1200 personnes vivent sur l'île de deux kilomètres de long et d'entre 70 et 400 mètres de large. Le week-end et les jours fériés, ils reçoivent des centaines de visiteurs de la capitale, à la recherche d'un moment de détente sur les plages blanches. Les habitant-e-s de Pari vivent ainsi principalement du tourisme et de la pêche, et presque toutes les maisons ont des chambres d'hôte.

Des participant-e-s de toute l'Indonésie

En juillet 2019, 16 collaboratrices et collaborateurs régionaux de Wahli et des dirigeant-e-s villageois de huit provinces indonésiennes – de Papouasie, de Sulawesi, de Kalimantan et des îles à l'est de Bali et Java – se sont donné rendez-vous à Pari pour connaître de première main l'outil d'évaluation participative des risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes (EPRACC) et l'appliquer sur la petite île. Après cet atelier, Wahli utilisera cet outil mis au point par *Pain pour le prochain* pour accompagner les villages menacés par les changements climatiques et pour réaliser des campagnes et des activités de plaidoyer. Avec plus de 6000 îles habitées et des millions de personnes directement menacées, l'Indonésie est l'un des « points chauds » de la crise climatique. Les petites îles comme Pari sont particulièrement vulnérables.

L'atelier climat se déroule en plein air : sur la plage, à l'ombre de grands arbres, et toujours

tempéré par la brise marine. Une option écologique et bon marché qui permet de tenir une réunion sans utiliser de climatisation, en dépit des températures tropicales.

Les participant-e-s à l'atelier posent un diagnostic avant de chercher des solutions aux problèmes, comme la plantation de palétuviers, des arbres qui poussent dans l'eau salée et protègent les côtes contre les vents et les marées. Sur l'île, on s'active déjà dans ce domaine.

Les habitant-e-s de Pari ne se contentent pas de reboiser les mangroves : ils luttent aussi contre l'extraction de sable utilisé pour construire des lieux de villégiature, s'opposent à la privatisation et militent pour une législation qui protège mieux le milieu insulaire. Sur leur île, ils plantent des arbres partout où cela est possible et protègent par tous les moyens imaginables leurs sources d'eau contre les infiltrations d'eau salée.

Le clapotis des vagues et la vue sur l'océan nous accompagnent pendant l'atelier. Cette vision a beau être paradisiaque, elle ne cesse de rappeler la réalité des îles menacées, comme l'indique Ibu Deli à la fin de la rencontre : « Habiter sur la plage a certes ses côtés agréables, mais ce n'est pas exempt de difficultés et de dangers. » — *Miges Baumann*



Grâce à votre don, nous pouvons soutenir d'autres villages dans leur adaptation au changement climatique. CCP-10-26487-1



Idylle trompeuse : les plages d'Indonésie sont constamment dévastées par les tempêtes et les inondations.



Des mesures de lutte contre le changement climatique sont recherchées lors de l'atelier sur le climat de notre partenaire Walhi.



Le changement climatique a rendu incertain l'avenir des enfants des villages de l'île de pêcheurs de Pari.



Chez Electronics Watch, partenaire de *Pain pour le prochain*, Peter Pawlicki est responsable du soutien apporté aux acheteurs publics en Europe.

Les marchés publics ont un grand pouvoir économique – utilisons-le !

Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) affiche un chiffre d'affaires de cinq billions de dollars et une croissance toujours élevée de 4%. Il est dominé par des géants, comme Samsung, Apple, Huawei et Foxconn, dont les ventes annuelles dépassent de loin les 100 milliards de dollars. C'est la série tragique de suicides enregistrée chez Foxconn en Chine en 2010 qui a mis pour la première fois sur le tapis le problème des conditions de travail déplorables dans le secteur informatique. Depuis cette date, quelques progrès ont été accomplis mais malheureusement, ils ne vont généralement pas au-delà de la déclaration d'intention.

Neuf ans après la tragédie, la plupart des problèmes demeurent : journées de travail interminables, salaires insuffisants, utilisation de substances toxiques, travaux forcés et autres atteintes aux droits fondamentaux au travail et aux normes de santé et sécurité. Et les informations que les marques publient depuis quelques années sur leurs chaînes d'approvisionnement ne satisfont de loin pas aux attentes de la société civile en matière de transparence. Apple se borne par exemple à dresser une liste de 200 sous-traitants, sans préciser quels appareils ni même quels modèles chacun d'entre eux produit. Certaines entreprises comme HP et Dell en font déjà un peu plus et indiquent les genres ou gammes de produits fournis par chacun de leurs sous-traitants. Il ne s'agit toutefois là aussi que d'un premier pas vers une réelle transparence : il faudrait en effet que les ouvrières et ouvriers concernés aient également voix au chapitre et que la so-

ciété civile soit informée de la réalité sociale et écologique des chaînes d'approvisionnement. Depuis quelques années, le secteur des TIC n'aborde plus seulement la situation dans les fabriques, mais aussi les problèmes liés à l'extraction des matières premières. Il ne l'a toutefois pas fait de plein gré, mais en réaction à la loi américaine Dodd-Frank de 2010 et à la future législation de l'Union européenne sur les minerais issus de zones de conflit.

Face à cette problématique, c'est l'application des normes de responsabilité sociale aux achats publics qui s'est avérée ces dernières années comme le principal élément moteur des améliorations : avec leur énorme volume d'achat et leurs contrats pluriannuels, les acheteurs publics sont le principal débouché du secteur des TIC. Ils possèdent ainsi le poids économique nécessaire pour exiger le respect du principe de durabilité et mettre sur rail des améliorations dans l'ensemble du secteur.

Electronics Watch est une organisation de surveillance indépendante qui aide les acheteurs publics à contrôler le respect des normes sociales et écologiques. Pour que ce contrôle soit efficace, il faut en particulier avoir accès, dans les zones de production, à un réseau d'organisations de la société civile qui se chargent du suivi. C'est la façon de mettre au jour les atteintes aux droits au travail et de les aborder avec les ouvrières et ouvriers, les marques et les fabriques. Electronics Watch a déjà rendu compte de certaines démarches d'engagement et d'amélioration, qui montrent que des progrès durables dans les fabriques sont du domaine du possible.

5

billions de dollars US de chiffre d'affaire sont générés annuellement par les technologies mondiales I.T.

18

millions de personnes dans le monde travaillaient dans l'industrie I.T. en 2010 selon l'Organisation internationale du travail.

50,3

milliards de dollars US ont été dépensés en 2011 par les marchés publics en Europe pour les technologies I.T.

Les écolos anonymes

Dans cette pièce interactive, les personnages témoignent de leurs difficultés à vivre la transition écologique au quotidien – au travail, dans une association et en famille. Un spectacle enjoué pour créer du lien et se donner du courage.

« Bonjour et bienvenue au cercle de parole des écolos anonymes », annonce le présentateur en tout début de soirée. « Y-a-t-il des personnes parmi vous qui auraient envie de témoigner de leurs difficultés ? » poursuit-il. Trois personnes viendront ainsi raconter les cas de conscience et les conflits qui ont surgi quand elles ont essayé de prendre au sérieux la crise écologique et climatique, avec toutes les émotions qui en découlent. « On va commencer par renoncer à notre voyage en Australie ! », annonce dans la première scène une mère de famille à son fils et son mari, plantés devant la télévision. Cette situation provoquera de vives réactions. Les spectateurs et spectatrices assisteront également à d'autres tensions qui se nouent au sein d'une entreprise ainsi qu'autour d'un projet pour la sauvegarde d'arbres menacés.

Inspiré du Théâtre de l'opprimé et créé par Augusto Boal, le Théâtre-forum se veut participatif : « Le théâtre n'est pas seulement un événement, c'est un mode de vie ! Nous sommes des acteurs et atrices. Être citoyen-ne, ce n'est pas vivre en société, c'est la changer. » exprime-t-il. Là, réside toute la particularité des Écolos anonymes : dans la première partie, le public assiste à la pièce de manière habituelle, puis il est invité à y participer à la place des comédiens et comédiennes, dans un second temps. Le but est de proposer des solutions concrètes qui aideraient les personnages à sortir de leur malaise.

Ce spectacle traduit bien l'approche du Laboratoire de transition intérieure (*Pain pour le prochain* et *Action de Carême*) : travailler en partenariat et explorer de nouvelles méthodes de sensibilisation en faisant notamment appel aux émotions. Il est mis en scène par Carole Gindroz (Compagnie du Caméléon) et joué par une troupe de comédien-ne-s professionnel-le-s et d'amatrices et amateurs éclairés : Nuria Chollet, Barbara Doswell, Linda Monney, Michel Durussel, Laurent Michel, Mathias Rouge,



Laurent Venezia et Christian Vez. Il bénéficie du soutien financier de la Fondation Zoein.

Forte de son succès en automne 2019, la pièce revient, début 2020, à la Ferme Asile à Sion (19.01), au centre socio-culturel de Pôle Sud à Lausanne (11.02), au Temple d'Echallens (28.02) ainsi qu'au TemPL'Oz Arts à Genève (12.03). — *Alexia Rossé*

Plus d'infos et dates des représentations : www.painpourleprochain.ch/evenements

Conférences et formation

De la tête au cœur

L'écologie et la spiritualité seront au cœur d'une formation pour adultes dans la région de Morges-Aubonne. Entre janvier et juin 2020, un programme en deux volets sera proposé. D'une part, un cycle de conférences avec Sophie Swaton, Jacques Dubochet, Philippe Roch, Raphaël Mahaim, Dominique Bourg, Michel Maxime Egger et Martin Kopp. De l'autre, un parcours en collaboration avec le Laboratoire de transition intérieure, pour (re)titiser en profondeur notre lien à la Création et à sa Source, tendre vers une plus grande cohérence entre le dire et le faire, contribuer à l'émergence d'une société plus respectueuse du Vivant et incarner une nouvelle forme d'engagement en tant que méditant-e-militant-e. Plus d'informations : www.ppp.ch/tete-cœur-mains





Le bonheur n'est pas un produit de consommation

Si tout le monde est à la recherche du bonheur, nul ne sait précisément où le trouver. Quant à savoir s'il existe un chemin tout tracé pour y parvenir, ou s'il est possible de le conserver sur le long terme, la question n'est guère plus simple. Les philosophes, économistes et autres guides plus ou moins érudits en ont eu aussi conscience, et leurs ouvrages garnissent désormais fort heureusement les rayons des bibliothèques : voilà plusieurs millénaires qu'ils s'interrogent sur le sens du bonheur et sur les conditions à réunir pour pouvoir y goûter. Ainsi, alors que le philosophe chinois Lao Tseu percevait le bonheur dans le non-agir, pour ses confrères grecs Aristote et Platon, il résidait dans une vie vertueuse.

Quand le bonheur a un prix

Par la suite, Épicure a théorisé la vision du bonheur connue aujourd'hui sous le nom d'hédonisme : c'est en éprouvant de la joie et du plaisir que l'on vit heureux. Une doctrine totalement en accord avec la notion de bonheur mise en avant par le système économique capitaliste : le bonheur est une question d'argent, d'aisance matérielle et de liberté individuelle. La publicité nous matraque avec des slogans vantant le bonheur comme un produit de consommation.

« Ouvre du bonheur », nous enjoint l'équipe marketing de Coca-Cola ; « Chaque jour, c'est du bonheur à tartiner », renchérissent les agents commerciaux de Nutella.

Dans cette logique, on ne peut atteindre le bien-être matériel, et donc le bonheur, que lorsque le système producteur de richesse tourne à plein régime, ce qui est uniquement le cas en période de croissance. Voilà comment l'impératif de croissance économique infinie se trouve légitimé : il s'agirait sinon de l'unique, du moins du meilleur moyen d'assurer le bonheur du plus grand nombre. En témoigne notamment l'importance acquise par le produit intérieur brut (PIB), devenu l'étalon de toute chose au sein de notre système économique.

Les graves lacunes du PIB

Le PIB représente la valeur ajoutée totale des biens et services produits par année dans un pays donné. Tant qu'il progresse, tout va bien, mais s'il vient à reculer, c'est la crise, nous affirme-t-on. Malgré sa prépondérance actuelle, le PIB est, chose surprenante, une création relativement récente. Mis au point aux États-Unis en 1932, ce concept ne s'est toutefois véritablement imposé qu'après la >

Deuxième Guerre mondiale et la tenue de la conférence de Bretton Woods, qui a façonné le nouvel ordre économique. Aujourd'hui, le PIB est considéré comme le principal indicateur de performance économique, et donc de « richesse » d'un pays.

Au fil des ans, le PIB a également été érigé au rang de principe directeur sur le plan politique. Ainsi, toute baisse de l'indicateur donne aussitôt lieu à une intervention étatique visant à relancer la consommation et à remettre l'économie sur le chemin de la croissance. Le concept comporte de graves lacunes : le PIB ne tient pas compte du coût social et environnemental des activités économiques ni de la répartition des richesses et néglige le fait qu'il est impossible d'enregistrer une croissance infinie de l'économie et de la consommation sans détruire les ressources naturelles de la planète, et donc nos moyens de subsistance. En effet, pour maintenir une hausse annuelle de seulement deux pour cent du PIB mondial, il faudrait multiplier la consommation de biens et services par cinq d'ici 2100 et par quarante d'ici 2200. On ose à peine imaginer ce qu'il adviendrait de notre monde.

L'argent fait-il le bonheur ?

Le talon d'Achille du PIB réside toutefois dans le fait que ce concept met implicitement en corrélation la croissance économique et l'aisance matérielle avec le bonheur et le bien-être personnel. En effet, les recherches en la matière viennent corroborer l'enseignement du proverbe bien connu : l'argent ne fait pas le bonheur. S'il va sans dire que la prospérité matérielle n'est pas en soi une source de malheur, les chercheurs ont démontré que le bonheur n'augmente pratiquement plus à partir d'un certain niveau économique. En d'autres termes, dès que nos besoins élémentaires sont satisfaits, consommer davantage ou posséder plus de biens matériels ne nous procure pas plus de bonheur.

D'autres facteurs entrent alors en ligne de compte, tels que l'amitié, les relations familiales, les échanges sociaux, le contact avec la nature, la proximité avec les autres, la paix intérieure, la quête existentielle, la spiritualité et la foi. C'est également ce qu'il est ressorti des conversations que l'infirmière en soins palliatifs australienne Bronnie Ware a menées avec des personnes en fin de vie : la plupart des patients avaient alors pris conscience qu'ils avaient trop travaillé, trop prêté attention aux attentes de leur entourage, à leur carrière, à l'argent et à leur statut

« L'économie axée sur la croissance nous inonde de tant de possibilités que nous ne sommes plus en mesure de les traiter tout en restant heureux »

Niko Paech

social, cela au détriment du temps passé avec leurs amis et leurs familles et des choses qui les rendaient réellement heureux.

Le Bhoutan, pays du bonheur national brut

Heureusement, il existe aujourd'hui différents indicateurs économiques qui se fondent sur d'autres critères pour mesurer le progrès et le bonheur. Citons notamment l'indice « Happy Planet Index » et l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE, sans oublier l'indice de développement humain de l'ONU. À l'heure actuelle, c'est au Bhoutan que l'on observe la démarche la plus aboutie : ce petit royaume himalayen s'est officiellement détourné du concept de PIB pour adopter celui de bonheur national brut (BNB) – servant de pierre de touche à toutes les décisions économiques et politiques du pays (voir à ce sujet l'entretien retranscrit aux pages 15 et 16).

Cette idée, émise par le roi, a été mise en pratique à la fin du siècle dernier et repose sur quatre piliers : le développement économique et social responsable, la préservation des traditions et des valeurs religieuses et culturelles, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. Dans cet esprit, assurer un équilibre harmonieux entre ces quatre dimensions permettrait d'assurer le plus grand bonheur pour le plus grand nombre.

Plus de richesse, moins de bonheur

Si les Bouthanais peuvent se féliciter que leur gouvernement ait pour ainsi dire érigé leur bonheur au rang de trésor national,

de nombreuses autres cultures non occidentales présentent aussi une approche très holistique du bonheur. Promouvoir l'esprit communautaire plutôt que l'individualisme, favoriser la coexistence avec la nature plutôt que son exploitation, encourager la spiritualité et l'humilité plutôt que l'égoïsme sont autant de facteurs qui jouent un rôle déterminant dans la poursuite du bonheur (voir à ce sujet les portraits livrés dans cet article).

Par ailleurs, le fait que le sentiment de bonheur a parfois tendance à baisser dans les pays en développement à la suite de l'augmentation de la prospérité matérielle donne matière à réflexion. Citons notamment l'exemple de l'Inde, qui, malgré l'envolée affichée par son PIB entre 2015 et 2018, a reculé de 15 places au classement établi par l'ONU dans son rapport « World Happiness Report ». Et pourtant, c'est une conception du développement fondée sur une définition purement matérielle du bonheur qui continue à prédominer à l'heure actuelle : le développement est fonction de la croissance économique et le bonheur, de la prospérité matérielle. Or, en raison de cette vision individualiste du bonheur, plus personne n'a le sentiment de devoir s'engager pour la collectivité et le bien commun.

Se satisfaire de l'essentiel

De plus en plus d'habitants des pays riches, prenant conscience que le paradigme actuel conduit à une impasse, commencent à remettre en question ce concept et à recher-

Abey Janggut est l'un des chef-fe-s spirituel-le-s des Iban-Dayak, une ethnie indigène originaire de la région indonésienne du Kalimantan dont les terres sont convoitées par l'industrie de l'huile de palme.



Juana Vásquez Arcón est l'une des chef-fe-s spirituel-le-s du peuple maya au Guatemala.



Le bonheur de chanter en forêt

Chanter en groupe au beau milieu de la forêt me rend foncièrement heureux. En effet, pour le peuple dayak, c'est dans la vie en communauté, menée en harmonie avec tout ce qui nous entoure, que réside le bonheur. Nous voyons la terre comme notre mère, et la forêt, comme notre sang et notre oxygène. À nos yeux, l'harmonie réside dans le maintien d'un équilibre entre l'ensemble des forces antagonistes que sont, notamment, la vie et la mort, le passé et l'avenir, l'homme et la femme, les champs et les forêts. Notre attachement à la terre et le respect que nous éprouvons pour les valeurs culturelles nous donnent la force de défendre la forêt contre les attaques des sociétés productrices d'huile de palme. Chez les Iban, c'est une fleur qui symbolise le cosmos : elle représente ce qui se trouve dans notre espace vital, ce qui nous est offert et que nous pouvons préserver et renforcer en harmonie avec la nature.

Vivre bien, tout simplement

En langue maya, le concept du buen vivir (bien vivre) est désigné sous le terme de Loq'laj K'aslemal, qui renvoie au fait de respecter et d'aimer toute vie. À nos yeux, tout ce qui existe dans l'univers est doué de vie, qu'il s'agisse des plantes, des animaux, de l'eau, de la terre, de l'air ou des êtres humains, mais aussi du ciel et des étoiles. Pour notre peuple, c'est en favorisant la diversité des êtres vivants et en promouvant l'harmonie entre les énergies cosmiques, la nature et les êtres humains que l'on vit bien. Ce concept s'oppose à l'idée de mener « une vie meilleure », d'inspiration néolibérale et capitaliste. L'aspiration à « une vie meilleure », qui est fondée sur l'égoïsme, l'arrogance et la quête de pouvoir, a instauré un grand déséquilibre au sein de la nature et de la société. En revanche, le buen vivir repose sur une quête d'équilibre empreinte de respect pour chaque être vivant.

Eric Mokuoa a grandi dans un petit village d'Afrique du Sud qui a été détruit par les activités minières.



Le bonheur est une œuvre collective

À mon sens, le bonheur naît des relations de fraternité que nous entretenons avec les autres êtres, humains ou non, et avec la nature. Cette philosophie de vie porte le nom d'ubuntu – que l'on peut traduire par « humanité » – et repose tant sur l'idée selon laquelle nous sommes tous unis les uns aux autres et liés à notre environnement que sur la conviction que c'est en cherchant à améliorer la vie des autres et de la communauté et en nous efforçant de protéger l'environnement que nous contribuons nécessairement au bonheur collectif. Très tôt, j'ai baigné dans la philosophie ubuntu, dans la maison de mes grands-parents. C'était avant l'arrivée des sociétés minières, qui ont asséché la rivière, pollué les champs et causé la mort de nombreux animaux. Or, quand les communautés sont arrachées à leur environnement naturel, elles n'ont plus les moyens de s'entraider et de se soutenir, ce qui vide totalement de sa substance le système ubuntu : ne laissant aucune place à l'égoïsme, l'ubuntu ne s'épanouit en effet qu'au sein des communautés soudées par la compassion, la dignité et le respect mutuel.

cher de nouvelles manières de vivre heureux. Le mouvement de la transition, du zéro déchet, de la décroissance et de la simplicité volontaire sont autant d'exemples d'initiatives en marge du modèle de croissance perpétuelle. Les sondages réalisés dans le monde du travail dressent le même constat : parmi les jeunes travailleurs, ce n'est plus le salaire qui guide la recherche d'un emploi, mais l'aspiration à s'épanouir, à exercer une activité qui a du sens et à préserver un bon équilibre entre travail et vie privée.

Voilà plusieurs années que l'économiste allemand Niko Paech étudie la manière de construire un avenir heureux et durable. « L'économie axée sur la croissance nous inonde de tant de possibilités que nous ne sommes plus en mesure de les traiter tout en restant heureux », déclare-t-il sans détour. Les économistes post-croissance misent sur la sobriété, la réduction à l'essentiel, la semaine de travail de 20 heures, qui laisse davantage de place aux activités de subsistance (telles que l'agriculture ou la réparation d'objets hors d'usage), le partage et la mutualisation, mais aussi sur le retour aux chaînes de valeur régionales.

En dépit de la multiplicité des mouvements et des visions, notre société reste très éloignée de cette réalité, car la sobriété, la subsistance et le loisir ne sont pas encore de taille à lutter contre les agendas surchargés, le fast-food, la chasse aux bonnes affaires et les voyages à travers la planète. Le monde n'est pas encore prêt à accueillir ces nouvelles idées. Comme Niko Paech en a fait l'expérience il y a deux ans en perdant son poste de professeur à l'université d'Oldenbourg en raison de sa prise de position affirmée. Depuis lors, il poursuit son engagement à l'école Waldorf locale.

Le bonheur ne saurait se construire aux dépens des autres

Nous en revenons donc à notre interrogation initiale : qu'est-ce que le bonheur et comment y parvenir ? Comme nous l'avons vu, il n'est pas aisé de répondre à cette question. Toutefois, il ne fait maintenant aucun doute que le bonheur comporte en tout état de cause une dimension sociale. Si nous n'intégrons pas nos semblables et notre environnement dans notre quête du bonheur, nous ne pourrions jamais totalement atteindre cet état de bien-être tant recherché, car le bonheur vécu aux dépens des autres et de l'environnement ne saurait être qu'éphémère. Pour reprendre les termes de l'écrivain, paysan et écologiste français Pierre Rabhi : « Il nous faudra bien répondre à notre véritable vocation, qui n'est pas de produire et de consommer sans fin, mais d'aimer, d'admirer et de prendre soin de la vie sous toutes ses formes. » — *Pascale Schnyder*

La place du bonheur dans un monde en danger



Pour Sandro Zehnder, 23 ans, bonheur et responsabilité vont de pair.

Il n'est certes pas aisé d'écrire sur le bonheur quand chaque jour apporte son lot de calamités, mais c'est à mon sens l'occasion de découvrir le monde auquel j'aspire, et aussi de m'explorer, moi-même et mes sentiments. À mes yeux, le bonheur est une question d'épanouissement, d'appréciation et de gratitude. Lorsqu'on lui en donne l'occasion, il se propage.

Une chose est sûre : la vie est un cadeau ! C'est l'aboutissement fascinant d'une succession incessante de coïncidences sur plusieurs centaines de millions d'années, une réalité souvent négligée à notre époque de l'éphémère où ce présent est foulé au pied. Un jour, ma mère m'a dit qu'elle craignait que je perde ma joie de vivre à force de militer pour le climat. Je pense qu'il ne s'agit pas de la bonne approche : c'est d'empathie dont nous avons besoin, et non de déni, même si cela doit parfois nous attrister. Nous ne devrions pas nous voiler la face. Une fois que l'on prend conscience du besoin de changement fondamental de notre société, on ne reste pas heureux bien longtemps en gardant des œillères. Si nous entendons aspirer au bonheur, il nous faut reconnaître la situation telle qu'elle est et nous interroger sur la suite.

Pour combattre les structures dominantes, il est essentiel que les enfants, en grandissant, puissent établir un lien avec la nature et comprendre toute l'importance de préserver l'environnement. Malheureusement, notre système économique, alimenté par l'insatisfaction, continue à reposer sur l'exploitation de la nature et l'affrontement social.

De plus en plus de personnes, principalement des jeunes, s'aperçoivent qu'il est impossible de poursuivre sur cette voie, ce qui me remplit d'espoir : je ne suis pas seul dans mes préoccupations.

La joie de vivre comme source d'engagement la plus importante

Néanmoins, ma mère n'a pas tout à fait tort : il est important que nous ne perdions pas notre joie de vivre, car il s'agit du principal moteur de notre engagement en faveur d'un monde meilleur. Aussi notre quête du bonheur est-elle fondamentale. Dans l'idéal, notre militance écologique peut même devenir une source d'épanouissement et de joie. Dans mon cas, elle m'a permis de nouer de merveilleuses amitiés et de donner du sens à ce que je fais. Pour l'instant, toutefois, je pense aussi qu'elle s'impose comme une nécessité pure et simple. Je ne serais pas mécontent de pouvoir investir plus de temps et d'énergie dans d'autres domaines.

En définitive, il est essentiel de trouver quelque chose qui nous tient réellement à cœur. Une fois que l'on a établi un rapport personnel à la nature et aux questions environnementales et que l'on comprend que la crise climatique met en péril tout ce que nous aimons, il coule de source de s'engager et d'adapter

« Je pense qu'il existe de nombreuses manières de changer le monde et qu'il nous faut les explorer toutes »

Sandro Zehnder

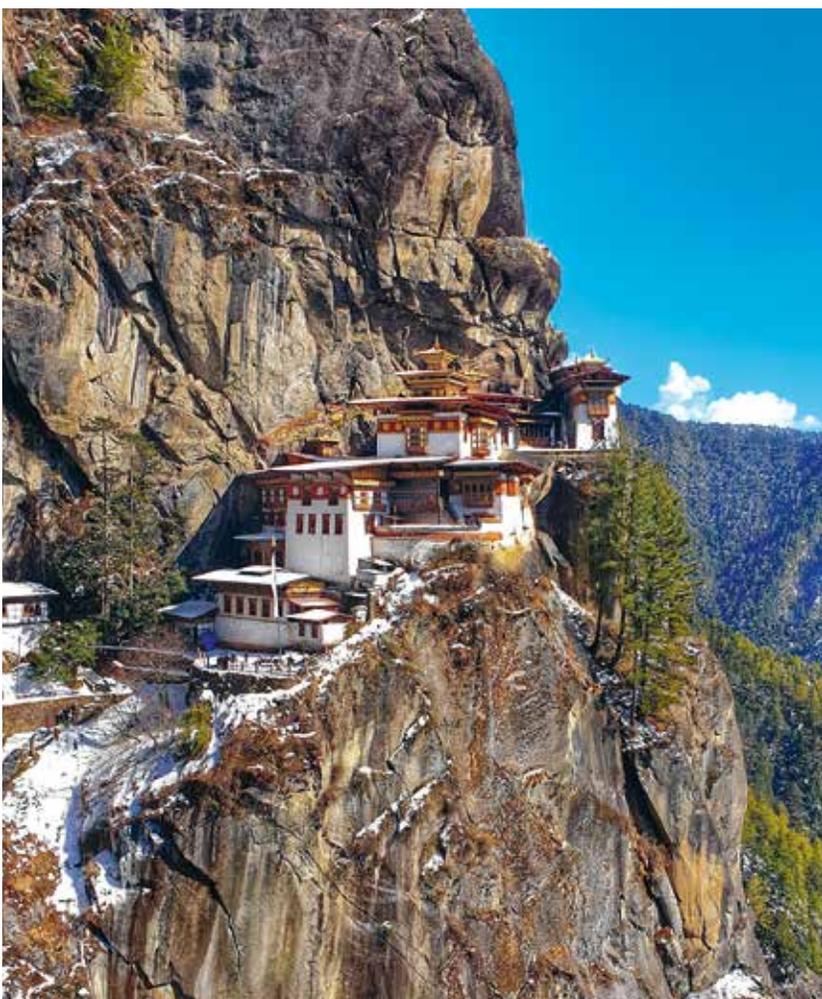
notre comportement. Ce dont nous avons besoin désormais, c'est de courage, d'authenticité et d'intégrité, et sans doute aussi d'un certain bagage intellectuel afin d'appréhender dans les grandes lignes les interdépendances systémiques de notre société mondialisée.

Je pense qu'il existe de nombreuses manières de changer le monde et qu'il nous faut les explorer toutes. Lorsque nous pouvons agir à notre niveau, nous devons nous efforcer de raviver la joie de vivre des autres en partageant une étincelle de la nôtre. De fait, le bonheur est communicatif et nous pouvons le propager à l'infini.

— Sandro Zehnder est profondément engagé dans le mouvement en faveur du climat.

Le bonheur est constitutionnel

Directeur des programmes au Centre du Bonheur National Brut au Bhoutan, Ha Vinh Tho a une vision claire de la manière dont une société heureuse et pacifique peut évoluer.



Qu'est-ce que le bonheur ?

Lorsque le quatrième roi du Bhoutan a pour la première fois formulé la vision du bonheur national brut (BNB), l'idée fondamentale était de poser la question du sens du développement. Quelle est la finalité du développement ? Au Bhoutan, c'est d'apporter le bonheur et le bien-être à tout le monde et à toutes les formes de vie. Tous les autres aspects sont des moyens que l'on met au service de cette vision, et non une fin.

Il y a une distinction à faire entre le bonheur hédoniste et l'Eudaimonia. Le premier, lié à des expériences plaisantes, relève de la sphère personnelle. Il varie d'une personne à l'autre. L'Eudaimonia, « harmonie avec son être véritable », signifie mener une vie qui a du sens, une vie qui permette de s'épanouir. Là, il y a une responsabilité politique : la société peut garantir que les conditions nécessaires soient réunies pour que chacun puisse mener une vie porteuse de sens.

On distingue alors trois niveaux : est-ce que la société crée les conditions qui me permettent de vivre en harmonie avec moi-même, avec les autres et avec la nature ?

Comment les critères du bonheur sont-ils établis ?

Tout le processus de mise en place du BNB au Bhoutan a été un processus consultatif. À l'époque où le roi a eu cette vision, il avait 17 ans. Il s'est rendu compte que les gens souhaitent des choses différentes, mais que tous veulent être heureux. Il y a eu ensuite des décennies de travail pour définir l'architecture précise du BNB. Quatre piliers principaux ont été identifiés : la protection de l'environnement, un développement socio-économique durable et équitable, la vie culturelle et spirituelle et, enfin, la bonne gouvernance. Ensuite la question a été de définir des indicateurs. Ceux-ci ont été répartis dans neuf domaines qui reprennent les quatre piliers, auxquels sont ajoutés la vitalité de la communauté, la santé, l'utilisation du temps, l'éducation et le bien-être psychologique. Les neuf domaines sont mesurés par des enquêtes tous les quatre ans. Une autre idée importante pour le BNB est l'idée du seuil de suffisance. Alors que dans la vision moderne, le plus est le mieux, au Bhoutan la vision repose sur

la notion du bon équilibre. Pour chaque domaine la question centrale est de savoir « combien est assez ? ».

Quelle est la plus grande réussite du projet ?

Je citerais l'écologie. Si on compare le Bhoutan à ses voisins on constate que tous ces pays à travers leur développement ont eu un impact écologique désastreux. Le Bhoutan lui récupère trois fois plus de CO₂ qu'il n'en produit. C'est un des rares pays dont la couverture en forêt a grandi de façon constante depuis trente ans. Au niveau de la biodiversité, on trouve la plus grande population de tigres d'Asie et de nombreuses espèces rares, qui ont disparu ailleurs. Cet état des lieux est lié à une politique claire et volontariste. C'est un choix conscient. L'autre domaine impressionnant est celui de la bonne gouvernance. Le Bhoutan a été une monarchie absolue. Le roi lui-même a fait le choix d'abdiquer et a contribué à élaborer la nouvelle constitution. Il y a eu déjà trois élections libres, avec une alternance au pouvoir. Le Bhoutan est l'un des rares exemples de transition d'une monarchie absolue vers une démocratie participative, sans la moindre violence.

Qu'est-ce qui constitue aujourd'hui le plus grand défi ?

La situation géographique du Bhoutan est un défi. Coincé entre les deux plus grands géants d'Asie – l'Inde et la Chine – le Bhoutan est dans une situation difficile. En outre, le Bhoutan faisait partie des pays les moins développés du monde. Il a changé de catégorie, mais il y a encore beaucoup de pauvreté. Comment garder l'équilibre entre sa vision du bonheur et le développement économique ? Troisième défi, l'éducation. Il y a 100% d'enfants éduqués aujourd'hui. C'est un succès de la politique d'éducation. Toutefois, le chômage des jeunes diplômés a augmenté. Après les études, ceux-ci ne veulent plus rester aux champs, mais l'économie du pays ne peut pas leur offrir à tous un travail.

Quelle est la différence entre le système du BNB et d'autres indicateurs alternatifs, comme par exemple les Objectifs pour le Développement Durable (ODD) ?

Au Bhoutan, la politique publique est dirigée par les indicateurs du BNB. Ils sont inscrits

dans la Constitution. Tous les projets présentés par un ministère passent par une commission du BNB qui analyse la compatibilité avec le bonheur national. Les ODD, eux, ne constituent aucune contrainte. Une deuxième différence est que dans le BNB il y a la dimension intérieure. Quelles sont les aptitudes intérieures que l'on peut et doit cultiver pour permettre l'émergence d'une société plus généreuse et heureuse ? Les structures dans lesquelles nous vivons sont la manifestation d'un état de conscience, de ce qui vit en nous, de ce que nous pensons et de la façon dont nous sommes en relation avec le monde. Si l'on ne change pas notre manière de voir les choses, il n'y aura pas de changement durable dans les structures. Au niveau de l'environnement par exemple, il y a un lien entre la destruction de l'environnement et la surconsommation. Pourquoi consommons-nous tellement plus que nécessaire ? Il y a un travail intérieur à faire. Au Bhoutan, ces questions font partie des programmes d'éducation.

Comment aujourd'hui créer un mouvement vers plus de bonheur national ?

Il faut qu'il y ait adhésion, et donc consultation, aux indicateurs. S'il y a un groupe d'experts à Berne qui élaborent de nouveaux indicateurs, cela n'aura aucun impact. Il faut un large mouvement de consultation et de co-création. Il ne peut pas y avoir de changement intérieur forcé. Il y a également une forme d'éducation populaire et de prise de conscience à créer. On le voit avec l'écologie : les gens commencent à moins prendre l'avion et à faire des prises de conscience.

— Interview : Chantal Peyer



Ha vin tho,
chef du centre du
bonheur national brut
au Bhoutan

Au-delà du PIB

Repenser les indicateurs de richesse

Un peu partout dans le monde, les initiatives pour remplacer le PIB par des indicateurs tenant mieux compte des notions de bien-être et de protection de l'environnement se multiplient. Aucun pays cependant n'a été aussi loin que le Bhoutan dans la mise en œuvre concrète de ce projet. Quelques exemples :

- 1990 : l'indicateur du développement humain est développé par le programme des Nations-Unies pour le développement. Il fait l'objet d'un rapport annuel.
- 2007 : organisation de la conférence « au-delà du PIB » par l'UE.
- 2010 : interpellation du conseiller national D. Baettig sur le Bonheur national brut en Suisse (IP 10.3967)
- 2011 : création de l'indicateur du bien-vivre par l'OCDE
- 2014 : publication du premier rapport « Mesure du bien-être en Suisse » par l'office fédéral de la statistique sur demande du Conseil fédéral dans le cadre de la stratégie économie verte.
- 2015 : le Pays de Galles adopte le « Well-being for future generations act », une loi qui vise à accroître la durabilité sociale et environnementale des politiques de la région. Un poste de commissaire des générations futures est créé.
- 2015 : Eva Sas fait voter une loi en France obligeant le gouvernement à publier chaque année un bilan de son impact environnemental et social.
- 2016 : développement du Happy Planet Index par une organisation non gouvernementale.
- 2019 : la Nouvelle-Zélande se dote d'un budget du bien-être, basé sur de nouveaux indicateurs de richesse.

Dix clés pour tendre vers le bonheur

De quoi avons-nous besoin pour vivre heureux ? Le modèle « GREAT DREAM », aujourd'hui mis en pratique dans plus de 170 pays, repose sur une synthèse des principales recherches scientifiques en la matière réalisée par un économiste, un spécialiste de l'éducation et un pionnier de l'innovation sociale. Puisez-y vous aussi votre inspiration.

GREAT DREAM – dix clés pour tendre vers le bonheur

faire des choses pour les autres		GIVING	<i>(don de soi)</i>
être en relation avec d'autres		RELATING	<i>(relations)</i>
prendre soin de notre corps		EXERCISING	<i>(activité physique)</i>
prêter attention au monde qui nous entoure		AWARENESS	<i>(conscience)</i>
continuer à apprendre jour après jour		TRYING OUT	<i>(exploration)</i>
se fixer des objectifs stimulants		DIRECTION	<i>(orientation)</i>
trouver des moyens de rebondir face aux difficultés		RESILIENCE	<i>(résilience)</i>
adopter une attitude positive		EMOTIONS	<i>(émotions)</i>
s'accepter tel qu'on est		ACCEPTANCE	<i>(acceptation)</i>
avoir conscience d'appartenir à quelque chose de plus grand que nous		MEANING	<i>(raison d'être)</i>